

En guise de contribution au processus d'accroissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest, le Canada accueillera à Ottawa, au début de l'année, une conférence sur le libre survol des territoires. Celle-ci réunira des hauts responsables de 23 pays, de l'Est et de l'Ouest, qui s'efforceront d'établir les modalités d'un accord en vertu duquel, moyennant un bref délai de préavis, un pays pourra effectuer des vols de surveillance dans l'espace aérien d'un autre pays.

Il ne suffit pas pour garantir la sécurité internationale de s'entendre sur la nécessité d'éviter la guerre, comme on l'a fait jusqu'à maintenant; il faut aussi un consensus sur les avantages de la paix. Les très importantes réductions des dépenses consacrées aux armements qu'ont rendues possible l'accroissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest, de même que l'allègement de l'économie des pays des deux côtés qui en a résulté, constituent déjà deux avantages énormes. Le fait de s'entendre sur l'importance de ces avantages rend encore plus plausible l'avènement d'un nouvel ordre international, où les idées et non les armes puissent former la première ligne de défense d'une nation, où le domaine économique soit ouvert à la libre compétition, où l'esprit humain puisse se libérer pour réaliser, dans toute leur simplicité et dignité, les plus grandes aspirations de l'humanité.

L'ordre de l'après-guerre est en train de s'effondrer, et il se crée à l'heure actuelle une nouvelle structure qui transcende les deux Europes. Nous estimons bénéfique le resserrement des liens commerciaux entre la Communauté européenne et les pays de l'Est, avec l'URSS en tête. Ainsi, cette Europe -- avec ses techniques et technologies avancées -- pourrait apporter à tous les Européens, où qu'ils vivent, une prospérité économique accrue et une plus grande justice sociale.

Dans la lettre qu'il a envoyée aux participants au Sommet de Paris, en juillet dernier, le Président Gorbatchev a discuté de l'intégration plus poussée de l'URSS à l'économie mondiale. Le Canada s'est réjoui de cette ouverture et de l'accent qui y était placé sur l'interdépendance mondiale.

Nous sommes d'accord pour que l'Union soviétique s'intègre progressivement dans le système international des échanges et des paiements, à mesure que les réformes de la perestroïka créeront les conditions nécessaires au succès de cette initiative. Par exemple, nous verrions d'un bon oeil une coopération étroite entre l'URSS et l'OCDE. Nous sommes également d'accord pour étudier la possibilité que l'URSS reçoive le statut d'observateur auprès des conseils du GATT et qu'elle en vienne à établir des liens institutionnels avec ceux-ci.